



MISSIÓ PERMANENT  
DEL PRINCIPAT D'ANDORRA  
A LES NACIONS UNIDES

71<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies

- Discours du Chef du Gouvernement, M. Antoni Martí Petit -

New York, le 24 septembre 2016

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Cette année encore, l'Organisation des Nations Unies a convoqué tous les pays à participer à cette Assemblée générale qui, disons-le ainsi, constitue une sorte de parlement mondial.

Cette année encore, nous avons la possibilité de faire le point sur les avancées et les déconvenues que nous avons connues au cours de cette grande mission conjointe qu'est la promotion de la paix, de la sécurité et du respect des droits de l'homme. Cette année encore, nous nous réunissons ici pour être à la fois critiques et exigeants (exigeants envers nous-mêmes), mais aussi pour réfléchir sur le besoin de rénover et d'améliorer le système de l'Organisation des Nations Unies.

Et précisément, le seul fait de pouvoir dire « cette année encore » est en soi une réussite. Au-delà des succès et des échecs de ces dernières années, le simple fait que près de 200 États souverains renouvellent symboliquement leur engagement envers les Nations Unies constitue une raison d'espérer pour tous ceux qui, comme les Andorrans, croient fermement dans le multilatéralisme, et dans la nécessité de promouvoir la paix, la sécurité et la justice.

En effet, tout au long de ses plus de 70 ans d'existence, les Nations Unies n'ont pas été un acteur passif ni un élément statique. Bien au contraire : l'Organisation des Nations Unies a su élargir sa mission, rendre ses objectifs plus ambitieux et obtenir des résultats tangibles. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour promouvoir la paix, la sécurité et les droits de l'homme. Mais au fil des ans, elle a élargi son champ d'action afin de devenir ce qu'elle est aujourd'hui : une grande assemblée qui réunit les peuples du monde entier avec pour objectif que ces derniers résolvent ensemble les problèmes qui les affectent tous.

Ces 12 derniers mois, nous avons connu des avancées considérables sur le plan multilatéral : il y a tout juste un an, en septembre 2015, nous avons fixé ensemble les Objectifs de Développement Durable, recueillis dans l'Agenda 2030. Quelques mois plus tard, la communauté internationale, sous l'impulsion et la direction de la République française, a démontré sa capacité à spécifier et à donner un contenu à ces objectifs en rédigeant et en signant l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Pour suivre le sillage des Nations Unies, l'Andorre a cette année-là dédié son Université d'été aux Objectifs de Développement Durable recueillis dans l'Agenda 2030. Pendant une semaine, Andorre la Vieille a accueilli les réflexions et les débats d'experts et de représentants institutionnels, tels que le Secrétaire général du Conseil de l'Europe et 2 Secrétaires généraux adjoints de l'Organisation des Nations Unies.

Dans notre pays, l'Université d'été marque la reprise des cours après les congés d'été. Cette année, nous avons souhaité débuter cette reprise en réaffirmant et en démontrant notre engagement envers les valeurs du multilatéralisme et de la coopération internationale. Et pour cela, nous avons voulu mettre l'accent sur un aspect particulier : l'éducation. Ainsi, nous avons choisi l'Université d'été pour rendre visible aux yeux de toute l'Andorre notre engagement envers l'Agenda 2030.

Tous les Objectifs de Développement Durable ont le même niveau de priorité. Mais l'éducation de qualité, l'objectif numéro 4, revêt une double importance : d'une part, il s'agit d'un objectif en soi, directement lié à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Convention sur les droits des enfants ; d'autre part, il s'agit aussi d'un moyen qui permet d'atteindre les autres objectifs.

Lors de l'adoption de l'Agenda 2030, l'Assemblée générale a souligné le besoin d'atteindre ces objectifs par des mises en œuvre concrètes et de rechercher l'implication de tous les

acteurs, outre celle des institutions publiques, au sein de cette ambitieuse entreprise. Pour cela, une telle implication globale, depuis les individus et les institutions locales jusqu'aux grandes organisations internationales, requiert d'un outil clé tel que l'éducation.

Le grand édifice de principes et de valeurs des Nations Unies est bâti sur une idée forte : nous devons résoudre ensemble les problèmes qui nous affectent tous ; les problèmes mondiaux requièrent des actions coordonnées au niveau mondial. Il est certain qu'un monde globalisé a besoin d'institutions globales, de normes globales et de solutions au niveau mondial. Mais l'intégralité de cette architecture n'est qu'un colosse aux pieds d'argile si les nouvelles générations ne sont pas éduquées à la citoyenneté globale. Un monde globalisé a besoin de citoyens mondiaux.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En ce qui concerne la lutte pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, l'Andorre met l'accent sur l'éducation : sur le fait de rendre l'éducation de qualité accessible à tous - un objectif en soi - mais aussi sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté globale, une citoyenneté sensibilisée aux défis et aux opportunités de notre monde, à la protection des droits de l'homme, ouverte et préparée au dynamisme de notre temps.

Tout au long de ces dernières années, le Gouvernement que je dirige a fait de l'éducation l'axe central de la politique extérieure de l'Andorre sur le plan multilatéral. Cela a été le cas lorsque l'Andorre a assuré la présidence du Conseil de l'Europe entre 2012 et 2013, lorsque l'Andorre a adhéré à l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (*Global Education First Initiative* – GEFI) promue par le Secrétaire général M. Ban Ki-Moon, ainsi que dans le cadre de la Communauté ibéro-américaine et de l'Organisation internationale de la francophonie. L'Andorre continuera de faire de l'éducation l'une de ses priorités en tant que membre du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au sein de toutes les instances multilatérales traitant du sujet de l'éducation. En effet, conformément à l'objectif numéro 17 de l'Agenda 2030, l'Andorre est consciente de la nécessité de rechercher des alliances avec d'autres pays, de mener des actions conjointes, et aussi d'établir des partenariats entre le secteur public et le secteur privé.

Laissez-moi vous donner un exemple récent de l'action de l'Andorre sur le plan multilatéral. La 25<sup>ème</sup> Conférence ibéro-américaine de Ministres d'Éducation s'est tenue en Andorre il y a deux semaines. Au cours de cette réunion, les gouvernements ibéro-américains se sont engagés à promouvoir la mobilité de tous leurs étudiants. Une convention signée entre les gouvernements, le Secrétariat général ibéro-américain, l'Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture, et le Conseil universitaire ibéro-américain favorisera la mobilité des étudiants universitaires dans la Communauté ibéro-américaine, qui regroupe à l'heure actuelle 22 États membres de plein droit. La volonté des signataires est d'atteindre le chiffre de 200 000 étudiants universitaires en mobilité d'ici à 2020.

Chaque fois que nous traitons du sujet de l'éducation, l'objectif est double : il s'agit d'une part d'encourager l'échange d'expériences afin d'améliorer la qualité de nos systèmes éducatifs respectifs ; d'autre part, et ceci est très certainement le point le plus important, nous voulons que nos jeunes prennent conscience que leur réalité et leur avenir ne sont pas limités par les frontières du pays où ils sont nés, mais qu'ils sont des citoyens d'une société mondiale. D'une certaine manière, nous suivons la trace du programme Erasmus en Europe. En effet, quels sont les éléments qui ont le plus favorisé la construction européenne ? Est-ce que ce sont les règlements et les directives qui composent l'arsenal de l'Union européenne ou est-ce que ce sont tous ces jeunes qui, pendant des décennies, ont effectué une partie de leurs études universitaires dans d'autres pays européens et qui aujourd'hui se sentent européens ?

Les jeunes ne veulent pas s'isoler. Et nous qui sommes ici présents, qui appartenons, pour la plupart d'entre nous, à une génération dont la jeunesse est désormais révolue, nous devons, chaque jour, faire preuve de plus de générosité et d'ouverture d'esprit, parce que l'avenir de nos jeunes, l'avenir de nos pays et l'avenir de notre monde en dépendent. Si nous éduquons nos jeunes à la citoyenneté mondiale, nous poserons alors les bases d'un monde bien plus ouvert, coopératif et juste.

Conformément à la philosophie de l'Agenda 2030, l'Andorre ne limite pas son action en faveur de l'éducation de qualité aux instances multilatérales, mais agit également au niveau local.

Et cette action locale commence par la chance qu'ont les Andorrans, et c'est en ces termes qu'il faut en parler car il s'agit bel et bien d'une chance, de disposer de 3 systèmes éducatifs publics gratuits, qu'ils peuvent choisir librement : le système espagnol, le système français et le système andorran. Cette particularité permet, en elle même, de créer une communauté éducative plurielle avec une composante internationale marquée.

À partir de là, les Andorrans ont été des pionniers, au sein de leur propre système éducatif, dans l'instauration de ce qui s'appelle l'approche par compétences : un modèle qui cherche à dépasser l'ancien concept d'éducation en tant qu'accumulation de connaissances, pour se concentrer sur une éducation vue comme un ensemble de capacités et d'aptitudes permettant d'appliquer ces dites connaissances. En effet, l'important n'est pas de savoir, mais de penser ; nous ne voulons pas former des encyclopédies, mais des citoyens.

Des citoyens qui puissent grandir dans un monde qui change à grande vitesse ; qui sachent réagir de manière adéquate face aux événements prévus et imprévus ; qui n'aient pas peur du changement, du dynamisme et de l'ouverture.

Cela fait déjà un certain nombre d'années que l'Andorre utilise l'approche par compétences transversales dans le domaine de l'éducation. Aujourd'hui, précisément parce qu'il faut éduquer les jeunes à la citoyenneté globale, nous voulons aller encore plus loin : l'Andorre, en coordination avec le Conseil de l'Europe, va mettre en œuvre des programmes de formation aux valeurs démocratiques. Elle va également mettre en place des systèmes permettant d'évaluer les capacités et les aptitudes de ses jeunes dans ce domaine.

Pourquoi ne pas réfléchir à un engagement au niveau mondial en vue d'éduquer les jeunes aux principes et aux valeurs des Nations Unies, et, plus spécifiquement, aux Objectifs de Développement Durable recueillis dans l'Agenda 2030, puisqu'en 2030, ce sont ces jeunes qui seront assis à cette Assemblée générale ?

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La grande dialectique de notre temps ne réside pas, comme par le passé, dans un conflit entre la droite et la gauche, ne consiste plus en une politique des blocs, propre à la Guerre froide, qui, heureusement, est désormais loin derrière nous. La grande dialectique de notre temps réside dans le conflit entre ouverture et fermeture, entre ceux qui souhaitent un

monde ouvert, transparent, coopératif, dynamique et avec des institutions multilatérales fortes, et ceux qui veulent un monde fermé, opaque et statique, dans lequel chaque pays ne prend exclusivement en compte que ses propres intérêts.

La voie de l'ouverture, de l'engagement, de la négociation et du multilatéralisme est celle que nous avons ouverte et suivie pendant des décennies sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. La voie de la fermeture est un réflexe de crainte, elle est la recette du populisme et de l'opportunisme. Face à une crise économique mondiale : le repli sur soi et le protectionnisme. Face à une menace quant à la sécurité mondiale : la fermeture des frontières. Face à un défi tel que le changement climatique : l'attitude égoïste de ceux qui font cavalier seul, qui attendent que ce soient les autres qui fournissent des efforts. Telle est la réponse du populisme : les responsables, ce sont les autres ; nous devons nous isoler d'eux. Mais dans une société mondialisée, parler « des autres » revient à parler de nous-mêmes.

Toutes les personnes présentes à cette Assemblée générale sont réunies ici pour renouveler leur confiance dans la voie multilatérale. Pour continuer à mettre en pratique la maxime selon laquelle les enjeux mondiaux requièrent des réponses au niveau mondial.

La Principauté d'Andorre renouvelle aujourd'hui sa foi dans la voie multilatérale. En effet, c'est au sein d'instances telles que cette Assemblée générale qu'un pays tel que le nôtre, qui mesure 478 kilomètres carrés et compte à peine plus de 70 000 habitants, est sur un pied d'égalité avec le reste des nations de notre monde. Et une voie qui n'est pas seulement rhétorique : depuis des années, nous participons à des actions coordonnées et équilibrées qui impliquent l'ensemble de la communauté internationale.

Nous l'avons démontré, amplement je pense, en participant à tous les efforts visant à construire une économie mondiale plus coopérative, transparente et juste. Au cours des 5 dernières années, l'Andorre a ouvert son économie aux investissements étrangers, elle a octroyé des droits économiques à tous ses résidents internationaux, elle a mis en place un système fiscal analogue à celui d'autres pays conformément aux normes internationales, elle a réalisé des avancées progressives en matière d'échange d'informations fiscales, dont le point culminant sera, l'année prochaine, l'échange automatique d'informations fiscales au sein de l'OCDE et de l'Union européenne, et elle a établi un ensemble de conventions visant à éliminer les doubles impositions afin d'internationaliser son modèle économique.

Par ailleurs, conjointement avec Monaco et Saint Marin, l'Andorre est en cours de négociation avec l'Union européenne en vue d'un accord d'association qui permette la pleine participation de l'Andorre au marché intérieur européen.

En effet, nous avons et nous avons besoin de moderniser et de diversifier notre économie. Mais nous avons également la conviction, la conviction profonde, qu'un monde où les relations économiques et commerciales sont plus intenses est, par nature, un monde plus coopératif et moins égoïste. Un monde plus enclin à la paix, à la concorde, à la résolution négociée des conflits, et au respect des droits et des libertés des personnes.

C'est avec cette même confiance dans les actions mondiales que nous avons participé l'année dernière à la COP 21, qui a permis la signature de l'Accord de Paris sur le climat. Dans les semaines qui viennent, nous proposerons la ratification de cet Accord à notre parlement.

C'est aussi dans ce même esprit qu'il nous faut aborder la question des mouvements massifs de réfugiés et de migrants, qui est devenue l'un des grands défis de notre époque. Ce défi doit être abordé sous l'angle de la régulation à la fois internationale et locale des flux migratoires et du droit d'asile, de la répartition équitable de l'impact que peut représenter l'accueil d'un contingent important de personnes déplacées, et de la vigilance dont il faut faire preuve pour garantir le respect des droits et de la dignité des personnes déplacées.

Ainsi, et pour reprendre mes propos d'il y a quelques instants sur l'éducation, je salue le fait que la réunion de haut niveau sur les mouvements massifs de réfugiés et de migrants du 19 septembre dernier ait également mis en avant le besoin de construire un récit positif de l'immigration. L'Andorre, qui a été une terre d'accueil pour de nombreuses familles pendant des décennies, est un bon exemple de ce récit positif. Comme le sont également, j'en suis convaincu, de nombreux pays représentés à cette Assemblée générale. Mais pour que ce récit trouve un écho, il faut une éducation aux valeurs de respect de la diversité, il faut former des citoyens du monde qui ne craignent ni la différence ni le changement.

Là où le populisme souhaite protectionnisme et fermeture économique, nous choisissons l'ouverture et une plus grande intégration des économies nationales. Là où le populisme voudrait nier les preuves scientifiques du changement climatique et tourner le dos au problème, nous choisissons l'engagement, les actions concrètes et mesurables.

Là où le populisme voudrait fermer des frontières, élever des murs et exacerber la peur de la différence, nous choisissons la dignité des personnes, la régulation et l'éducation à la diversité.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

La présente Assemblée générale est la dernière à se tenir en présence de Monsieur Ban Ki-moon en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Plusieurs des orateurs qui m'ont précédé ces derniers jours à cette tribune, ont souligné le parcours et les réussites de l'actuel Secrétaire général tout au long de ces 10 dernières années.

M. Ban Ki-Moon a été le Secrétaire général de la mise en œuvre effective des Objectifs du Millénaire pour le Développement, il a été à l'origine de l'Agenda post-2015 et un élément clé de la relance de la stratégie multilatérale dans la lutte contre le changement climatique, dont le point culminant a été l'Accord de Paris. Arrivé au bout de ses 10 années de mandat, il nous laisse une voie clairement tracée, marquée par les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030. M. Ban Ki-moon sera donc un acteur fondamental pour comprendre et expliquer ce qu'est l'Organisation des Nations Unies, et avec elle la communauté internationale, tout au long du premier tiers du XXI<sup>e</sup> siècle.

Mais pour les Andorrans, M. Ban Ki-moon aura aussi été le premier Secrétaire général des Nations Unies à effectuer une visite officielle en Andorre et ce, en avril 2013. Et les Andorrans ont suivi ses enseignements : si l'éducation est le fil conducteur d'une grande partie des actions multilatérales de l'Andorre, c'est aussi grâce à l'insistance du Secrétaire général, au cours de ses 10 années de mandat à la tête de l'Organisation des Nations Unies, pour que l'éducation, l'éducation de qualité, l'éducation pour tous, soit l'un des axes principaux de son action.

Comme je l'ai indiqué à M. Ban Ki-moon lors de sa visite en Andorre il y a trois ans et demi, l'Organisation des Nations Unies pourra toujours compter sur l'Andorre dans sa mission collective pour la construction d'un monde plus pacifique, plus sûr et plus juste.

Je vous remercie.